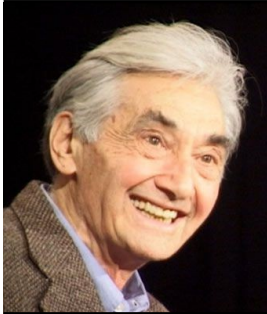


Dans le chapitre 1 de son *histoire populaire des Etats-Unis* - intitulé *Christophe Colomb, les Indiens et le progrès de l'humanité* - Howard Zinn s'arrête un instant pour exposer au lecteur le projet du livre. Il y dévoile sa vision de l'histoire et du rôle de l'historien dans la société.



Témoignage des événements majeurs de la vie américaine depuis les années 1930, Howard Zinn reste l'inlassable défenseur de la désobéissance civile et de l'action directe non violente au cœur du mouvement des droits civiques et contre la guerre du Vietnam. Il est aujourd'hui Professeur émérite à la Boston University.

« Je peux comprendre que ma vision de ce monde brutal et injuste puisse sembler absurde et euphorique. Mais pour moi, ce que l'on disqualifie comme tenant de l'idéalisme romantique ou du vœu pieux se justifie quand cela débouche sur des actes susceptibles de réaliser ces vœux, de donner vie à ces idéaux. La volonté d'entreprendre de tels actes ne peut se fonder sur des certitudes mais sur les possibilités entrevues au travers d'une lecture de l'histoire qui diffère de la douloureuse énumération habituelle des cruautés humaines. Car l'histoire est pleine de ces moments où, contre toute attente, les gens se sont battus ensemble pour plus de justice et de liberté, et l'ont finalement emporté - pas assez souvent certes, mais suffisamment tout de même pour prouver qu'on pourrait faire bien plus. Les acteurs essentiels de ces luttes en faveur de la justice sont les êtres humains qui, ne serait-ce qu'un bref moment et même rongés par la peur, osent faire quelque chose. Et ma vie fut pleine de ces individus, ordinaires et extraordinaires, dont la seule existence m'a donné espoir. »

[...] C'est ainsi qu'a commencé, il y a cinq cents ans, l'histoire de l'invasion européenne des territoires indiens aux Amériques. Au commencement, donc, étaient la conquête, l'esclavage et la mort, selon Las Casas - et cela même si certaines données sont un peu exagérées : y avait-il effectivement trois millions d'Indiens, comme il le prétend, ou moins d'un million, selon certains historiens, ou huit millions, selon certains autres ? Pourtant, à en croire les manuels d'histoire fournis aux élèves américains, tout commence par une épopée héroïque - nulle mention des bains de sang - et nous célébrons aujourd'hui encore le Columbus Day.

Après l'école primaire et le collège, on ne trouve que quelques rares traces de cet aspect des choses. Samuel Eliot Morison, professeur d'histoire à Harvard et éminent spécialiste de Christophe Colomb, est l'auteur d'une monumentale biographie. Marin lui-même, il reconstitua le trajet de Colomb à travers l'Atlantique. Dans son *Christopher Columbus, Mariner*, écrit en 1954, il affirme au sujet de l'esclavage et des massacres : « La politique de cruauté initiée par Colomb et poursuivie par ses successeurs conduisit à un génocide total. »

Une seule page, perdue au milieu d'une gigantesque épopée. Dans les dernières lignes de son livre, Morison résume ainsi sa vision de Christophe Colomb : « Il avait ses défauts et ses failles, mais il s'agissait, dans une très large mesure, des défauts inhérents aux qualités qui firent de lui un grand homme - sa volonté de fer, sa foi immense en Dieu et en sa propre mission de propagateur de la parole divine dans les pays du delà des mers, sa persévérance obstinée malgré l'oubli, la pauvreté et le découragement. Mais on ne peut mettre de bémol ou relativiser la plus formidable et la plus fondamentale de ses qualités : son formidable sens de la navigation. »

On peut mentir éhontément à propos du passé. On peut aussi omettre les faits qui conduiraient à des conclusions inacceptables. Morison ne fait ni l'un ni l'autre. Il refuse de mentir au sujet de Christophe Colomb et de taire les massacres. Au contraire, il use pour les qualifier du terme le plus violent qui soit : « génocide ».

Pourtant, il fait autre chose : il ne mentionne qu'en passant la vérité et retourne vite à ce qui l'intéresse le plus. Le mensonge avéré ou l'omission discrète risquent l'un et l'autre d'être dénoncés et donc de dresser le lecteur contre l'auteur. Exposer les faits, en revanche, tout en les noyant dans un océan d'informations, revient à dire au lecteur avec une sorte d'indifférence contagieuse : « Bien sûr, des massacres furent commis, mais là n'est pas l'essentiel, et tout cela ne doit pas peser dans notre jugement final ni avoir aucune influence sur nos engagements. »

L'historien ne peut pas ne pas insister sur certains événements au détriment des autres. C'est pour lui aussi naturel que pour le cartographe qui, afin de produire un document utile dans la pratique, doit d'abord aplanir et distordre la forme du globe avant de sélectionner dans la masse impressionnante des données géographiques les éléments indispensables à tel ou tel usage particulier d'une carte.

Je ne discute pas le travail nécessaire de sélection, de simplification et de mise en valeur des faits, aussi incontournable pour l'historien que pour le cartographe. Néanmoins, si la déformation du cartographe est d'ordre technique et répond aux besoins communs de tous ceux qui utilisent des cartes, celle de l'historien est non seulement technique, mais également idéologique. Elle s'inscrit dans un univers où divers intérêts s'affrontent. Ainsi, tout accent mis sur tel ou tel événement sert (que l'historien en soit ou non conscient) des intérêts particuliers d'ordres économique, politique, racial, national ou sexuel.

En outre, au contraire des objectifs techniques du cartographe, les intérêts idéologiques de l'historien sont souvent implicites. En histoire, le travail est présenté comme si tous les lecteurs d'ouvrages historiques partageaient un intérêt commun que l'historien servirait au mieux de ses capacités. Il ne s'agit pas d'une manipulation délibérée : l'historien a été formé dans une société où l'enseignement et le savoir sont présentés comme des notions techniques par excellence et non comme des outils de lutte entre classes sociales, races ou nations.

Mettre l'accent sur l'héroïsme de Christophe Colomb et de ses successeurs en tant que navigateurs et découvreurs, en évoquant en passant le génocide qu'ils ont perpétré, n'est pas une nécessité technique mais un choix idéologique. Et ce choix sert - involontairement - à justifier ce qui a été fait.

Je ne prétends pas qu'il faille, en faisant l'histoire, accuser, juger et condamner Christophe Colomb par contumace. Il est trop tard pour cette leçon de morale, aussi scolaire qu'inutile. Ce qu'il faut en revanche condamner, c'est la facilité

avec laquelle on assume ces atrocités comme étant le prix, certes regrettable mais nécessaire, à payer pour assurer le progrès de l'humanité : Hiroshima et le Vietnam pour sauver la civilisation occidentale, Kronstadt et la Hongrie pour sauver le socialisme, la prolifération nucléaire pour sauver tout le monde. Nous avons appris à fondre ces atrocités dans la masse des faits comme nous enfouissons dans le sol nos containers de déchets radioactifs. Bref, nous avons appris à leur accorder exactement autant de place que celle qu'ils occupent dans les cours et les manuels d'histoire prescrits et écrits par les professeurs. Appliqué avec une apparente objectivité par les universitaires, ce relativisme moral nous paraît plus acceptable que s'il l'était par des politiciens au cours de conférences de presse. C'est pourquoi il est d'autant plus dangereux.

Le traitement des héros (Colomb) comme celui de leurs victimes (les Arawaks), ainsi que l'acceptation tranquille de l'idée selon laquelle la conquête et le meurtre vont dans le sens du progrès humain, ne sont que des aspects particuliers de cette approche particulière de l'histoire, à travers laquelle le passé nous est transmis exclusivement du point de vue des gouvernants, des conquérants, des diplomates et des dirigeants. Comme si, à l'image de Christophe Colomb, ils méritaient une admiration universelle, ou comme si les Pères Fondateurs, ou Jackson, Lincoln, Wilson, Roosevelt, Kennedy et autres éminents membres du Congrès et juges célèbres de la Cour suprême incarnaient réellement la nation tout entière ; comme s'il existait réellement une entité appelée « États-Unis ». Une nation, certes sujette à des conflits et querelles occasionnels, mais qui n'en constituerait pas moins, au fond, un groupe d'individus partageant des intérêts communs. Cet « intérêt national », censé exister réellement et s'incarner aussi bien dans la Constitution, l'expansion territoriale, les lois votées par le Congrès, les décisions des cours de justice, que dans le développement du capitalisme et la culture de l'éducation et des médias de masse.

« L'histoire est la mémoire des États », écrivait Henry Kissinger dans *A World Restored*, son premier livre, dans lequel il s'attachait à faire l'histoire du XX^e siècle européen du point de vue des dirigeants autrichiens et britanniques tout en passant à la trappe les millions d'individus qui avaient eu à souffrir de leurs politiques. Selon lui, la « paix » qui caractérisait l'Europe avant la Révolution française fut « restaurée » par l'activité diplomatique d'une poignée de dirigeants nationaux. Pourtant, pour les ouvriers anglais, les paysans français, les gens de couleur en Asie et en Afrique, les femmes et les enfants partout dans le monde excepté dans les classes sociales les plus favorisées, il s'agissait d'un monde de conquêtes, de violences, de famine et d'exploitation. Un monde plus désintégré que « restauré ».

Le point de vue qui est le mien, en écrivant cette histoire des États-Unis, est bien différent : la mémoire des États n'est résolument pas la nôtre. Les nations ne sont pas des communautés et ne l'ont jamais été. L'histoire de n'importe quel pays, présentée comme une histoire de famille, dissimule les plus âpres conflits d'intérêts (qui parfois éclatent au grand jour et sont le plus souvent réprimés) entre les conquérants et les populations soumises, les maîtres et les esclaves, les capitalistes et les travailleurs, les dominants et les dominés, qu'ils le soient pour des raisons de race ou de sexe. Dans un monde aussi conflictuel, où victimes et bourreaux s'affrontent, il est, comme le disait Albert Camus, du devoir des intellectuels de ne pas se ranger aux côtés des bourreaux.

Ainsi, puisque le choix de certains événements et l'importance qui leur est accordée signalent inévitablement le parti pris de l'historien, je préfère tenter de dire l'histoire de la découverte de l'Amérique du point de vue des Arawaks, l'histoire de la Constitution du point de vue des esclaves, celle d'Andrew Jackson vue par les Cherokees, la guerre de Sécession par les Irlandais de New York, celle contre le Mexique par les déserteurs de l'armée de Scott, l'essor industriel à travers le regard d'une jeune femme des ateliers textiles de Lowell, la guerre hispano-américaine à travers celui des Cubains, la conquête des Philippines telle qu'en témoignent les soldats noirs de Lusón, l'Âge d'or par les fermiers du Sud, la Première Guerre mondiale par les socialistes et la suivante par les pacifistes, le New Deal par les Noirs de Harlem, l'impérialisme américain de l'après-guerre par les péons d'Amérique latine, etc. Tout cela, bien sûr, si tant est que quiconque - et quels que soient les efforts qu'il y consacre - puisse effectivement « voir » l'histoire en épousant le point de vue des autres.

Il n'est pas dans mon propos de me lamenter sur les victimes et de stigmatiser les bourreaux. Les larmes et la colère, lorsqu'elles ont pour objet les événements du passé, ne peuvent que nuire à la combativité qu'exige le présent. En outre, les frontières ne sont pas toujours clairement délimitées. Sur le long terme, l'opresseur est aussi une victime. Sur le court terme (et jusqu'ici, semble-t-il, l'histoire de l'humanité n'a jamais été qu'une question de court terme), les victimes elles-mêmes, exaspérées et inspirées par la culture qui les opprime, se retournent contre d'autres victimes.

C'est pourquoi, étant donné la complexité du problème, ce livre se montrera radicalement sceptique à l'égard des gouvernements et de leurs tentatives de piéger, par le biais de la culture et de la politique, les gens ordinaires dans la gigantesque toile de la « communauté nationale » censée tendre à la satisfaction des intérêts communs. J'essaierai, en outre, de ne pas minimiser les violences que les victimes se font subir les unes aux autres, embarquées comme elles le sont dans la grande galère du système. Si je ne souhaite pas les idéaliser, je me souviens néanmoins (le paraphrasant un peu brutalement) d'un propos que j'ai lu quelque part : « La plainte du pauvre n'est pas toujours juste, mais si vous ne l'entendez pas vous ne saurez jamais ce qu'est vraiment la justice. »

Je n'entends pas inventer des victoires au bénéfice des mouvements populaires. Cependant, si écrire l'histoire se réduisait à dresser la liste des échecs passés, l'historien ne serait plus que le collaborateur d'un cycle infini de défaites. Une histoire qui se veut créative et souhaite envisager un futur possible sans pour autant trahir le passé devrait, selon moi, ouvrir de nouvelles possibilités en exhumant ces épisodes du passé laissés dans l'ombre et au cours desquels, même si ce fut trop brièvement, les individus ont su faire preuve de leur capacité à résister, à s'unir et parfois même à l'emporter. Je suppose - ou j'espère - que notre avenir sera plus à l'image de ces brefs moments de solidarité qu'à celle des guerres interminables.

Voilà, en toute honnêteté, ce que sera mon approche de l'histoire des États-Unis. Le lecteur devait la connaître avant de poursuivre sa lecture.

Devenu professeur, il me fut absolument impossible de laisser mon expérience à la porte de la salle de classe. J'ai souvent été étonné que tant de professeurs puissent passer une année entière avec leurs étudiants sans jamais leur révéler qui ils sont, quel genre de vie ils ont mené jusque-là, d'où leur viennent leurs idées ou leurs espoirs pour eux-mêmes, pour leurs étudiants et pour le monde dans son ensemble.

Cette dissimulation nous apprend quelque chose de terrible : il est possible de séparer l'étude de la littérature, de la philosophie, de l'histoire, de la politique ou des arts de sa propre vie, de ses plus intimes convictions sur ce qui est juste et sur ce qui ne l'est pas.

Lorsque j'enseigne, je ne cache jamais mes opinions politiques : je hais la guerre et le militarisme, l'inégalité raciale me scandalise, je crois en un socialisme démocratique, en une répartition équitable et raisonnable des richesses mondiales. J'exprime clairement mon horreur de toute politique d'intimidation : celle des grandes nations sur les plus faibles, des États sur les citoyens, des employeurs sur les employés, ou de quiconque - qu'il soit de gauche ou de droite - qui penserait détenir le monopole de la vérité.

Ce mélange d'enseignement et de militantisme, cette certitude que l'enseignement ne peut pas rester neutre sur les problèmes fondamentaux de notre époque, ce mouvement d'aller-retour - entre la salle de classe et les luttes qui se mènent à l'extérieur - de la part de professeurs qui espèrent que leurs étudiants feront de même a toujours fait peur aux tenants de l'enseignement classique. Ils préfèrent que l'enseignement se contente de préparer la nouvelle génération à prendre la place qui lui est assignée dans l'ordre traditionnel sans penser à le remettre en cause.

J'ai toujours commencé mes cours en prévenant les étudiants qu'ils allaient entendre mon point de vue personnel mais que j'essaierais néanmoins de traiter équitablement les autres positions. Je les encourageais à me contredire.

Je ne prétendais nullement à une objectivité qui n'était d'ailleurs ni souhaitable ni possible. Je répétais souvent à mes étudiants qu' "on ne peut pas rester neutre dans un train en marche" (cette expression sert de titre à l'édition originale de ce livre : *You Can't Be Neutral On a Moving Train*). Certains étaient déroutés par la métaphore. Surtout ceux qui la prenaient au pied de la lettre et essayaient d'en disséquer le sens. D'autres comprenaient immédiatement ce que je voulais dire : les événements vont déjà dans une direction désastreuse et rester neutre dans ces conditions c'est accepter cet état de fait.

Je n'ai jamais cru que j'imposais mes opinions à des esprits vierges et innocents. Avant d'arriver dans ma classe, les étudiants avaient déjà connu une longue période d'endoctrinement politique dans le cadre de la famille, du lycée, et par le biais des médias de masse. Sur un marché si longtemps dominé par la pensée orthodoxe, je souhaitais seulement pousser mon petit étalage pour offrir mes denrées en même temps que les autres et permettre ainsi aux étudiants de faire leur propre choix.

Howard Zinn, *L'impossible neutralité - Autobiographie d'un historien et militant*, Agone, 2006

Il est une autre forme de malhonnêteté qui passe souvent inaperçue : certains historiens, occultant leur système de valeurs personnel, prétendent à l' "objectivité", se trompant eux-mêmes et trompant leurs lecteurs. Que nous en ayons conscience ou non, nous sommes tous partiels. En effet, nous avons tous des objectifs, des fins et des projets qui nous sont propres. Si nous l'admettons, nous sommes en droit de nous montrer sceptiques envers les historiens (comme envers les journalistes et toute personne qui prétend rendre compte de l'état du monde) et de vérifier dans quelle mesure leurs préjugés les poussent à insister sur certains faits historiques et à en omettre ou minimiser d'autres.

La position la plus proche de l'objectivité serait sans doute l'existence d'un marché à la fois libre et équilibré des subjectivités qui proposerait les récits historiques orthodoxes et non orthodoxes, les faits historiques connus et les plus méconnus. Il nous faut surtout essayer de savoir quels sont les "produits" qui manquent sur ce marché (ce qui n'est pas facile) et exiger qu'ils soient disponibles. Nous pourrions alors juger (en nous fondant sur nos propres valeurs) de l'importance et de la pertinence de tel ou tel point de vue.

Les amateurs d'ouvrages historiques doivent admettre dès le départ qu'il n'existe pas d'histoire impartiale. Tout récit historique est partial de deux manières différentes. Partial parce qu'il ne rend compte que d'une infime partie de ce qui s'est réellement passé ; mais à cela on ne peut rien. Et partial parce qu'il prend inévitablement parti, en mettant certains faits en avant et en en omettant (ou minimisant) d'autres ; cette partialité peut être avouée ou dissimulée, consciente ou inconsciente.

Le principal ennemi de l'honnêteté historique n'est pas le mensonge criant. C'est l'omission ou la minimisation de faits importants. Bien sur, la définition de ce qui est *important* dépend du système de valeurs propre à l'historien.

Howard Zinn, *Désobéissance civile et démocratie*, Agone, 2010